



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques

Volume 7, numéro 18

Avril-Juin 2024

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/IRGES0985>

**MECANISMES DE PRODUCTION VIVRIERE AU CENTRE DE
COMMERCIALISATION DES PRODUITS MARAICHERS ET FRUITIERS DE
N'DJILI. ANALYSE SOUS LE PRISME CONSTRUCTIVISTE**

Liévin MPWO MAKOLO

Professeur au Département de Sociologie et Anthropologie à l'Université Pédagogique Nationale
(UPN)/Kinshasa-RDC

RESUME

Cette étude scrute l'activité maraîchère dans la ville de Kinshasa dans l'optique de sa contribution pour la survie de ménages par le moyen de la commercialisation. Elle fonde ses analyses dans une approche qualitative, en recourant à des focus group afin d'obtenir des informations auprès de vingt-deux maraîchers tirés sur base d'un échantillonnage aléatoire parmi les personnes rencontrées dans les blocs de CECOMAF à N'djili. Par ailleurs, l'observation directe a porté sur les stratégies de survie et les mécanismes de résilience mis en place par certains ménages à Kinshasa dans leur manière de rompre avec les formes de dépendance alimentaire dont ils sont souvent victimes et de répondre à leurs besoins vitaux par la production maraîchère dont les produits de vente permettent de se procurer d'autres biens et services. Les résultats montrent comment les maraîchers ont réussi à lutter pour la survie un tant soit peu. La culture maraîchère en ville devient ainsi un mécanisme de résilience face au chômage et à la précarité de la vie urbaine en Afrique et en RDC.

Mots-clés : *maraîcher, crise économique, mécanisme de résilience, constructivisme, capital.*

ABSTRACT

This study examines market gardening in the city of Kinshasa from the point of view of its contribution to household survival through marketing.

Its analyses are based on a qualitative approach, using focus groups to obtain information from twenty-two market gardeners selected on the basis of random sampling from the people met in CECOMAF's blocks in N'djili. In addition, direct observation focused on the survival strategies and resilience mechanisms put in place by certain households in Kinshasa in their efforts to break away from the forms of food dependency to which they are often subjected, and to meet their vital needs through market garden production, the proceeds of which are used to purchase other goods and services. The results show how the market gardeners have managed to fight for survival in the slightest. Urban market gardening thus becomes a resilience mechanism in the face of unemployment and the precariousness of urban life in Africa and the DRC.

Keywords : *market gardening, economic crisis, resilience mechanism, constructivism, capital.*

INTRODUCTION

Depuis son accession à l'indépendance, la République démocratique du Congo n'a pas réussi son décollage économique. La population vit toujours en dessous du seuil de la pauvreté, malgré ses fabuleuses ressources naturelles qui sont dilapidées et gaspillées ; les infrastructures de base sont délabrées, des milliers d'emplois sont supprimés et l'impossibilité d'en créer autant.

En même temps, toutes les tentatives des programmes de développement pour sortir le pays de l'impasse s'éloignent des besoins réels des populations bénéficiaires. Le pays reste loin du développement recherché. Sa stabilité politique en pâtit. La lutte qui serait menée par les institutions politiques pour juguler la crise économique et résister à l'asphyxie sociale due à la pauvreté est l'œuvre d'individus qui se débrouillent tant bien que mal.

Cette situation, appuyée par le manque d'une politique d'emploi cohérente, a envoyé de nombreuses personnes au chômage. Un constat, depuis les quatre dernières décennies, la culture maraîchère, jadis, l'apanage

du milieu rural, est en forte croissance dans les communes de Kinshasa. Le rétrécissement du système de production nationale avec une destruction permanente du tissu économique consécutive aux pillages, la détérioration croissante du pouvoir d'achat de la population avec la baisse permanente des salaires réels comptés aux effets pervers des politiques macroéconomiques mal inspirées et mal conduites, ont favorisé l'émergence des activités maraîchères.

Le maraîchage n'est pas un phénomène nouveau dans le milieu urbain congolais et périurbain de Kinshasa. Le pouvoir colonial avait voulu imposer cette activité auprès des indigènes dans le but d'approvisionner Léopoldville en légumes de type européen (feuilles, fruits, salades et racines) et de renforcer la politique agricole de ce temps. Mais, les nouveaux venus en ville connaissaient de sérieux problèmes de survie ou d'adaptation alimentaire et financière dans la capitale. Actuellement, le maraîchage est devenu une activité lucrative à Kinshasa. Toutefois, les maraîchers connaissent des problèmes qui compromettent la performance de leurs activités productives de survie.

En réfléchissant sur la production maraîchère face au système alimentaire de la ville de Kinshasa, on constate qu'il y règne l'insécurité alimentaire. Il y a beaucoup d'incertitudes dans ce secteur, du reste, complexe. L'objectif majeur de cette étude est, d'une part, de stimuler une réflexion constructiviste et critique des mécanismes de la production, et d'autre part, d'appréhender la problématique du maraîchage à Kinshasa. L'intérêt de cette étude est de saisir la nature des mécanismes, en essayant de déceler leur complexité. Ainsi, cet article essaie d'analyser et d'établir les liens entre les mécanismes mis sur pied par les maraîchers et la production dans ce site, étant donné que l'activité maraîchère a des contraintes. Il s'agit de différents moyens mis en jeu par les acteurs dans ce secteur d'activité pour assurer la survie des familles et contribuer à la sécurité alimentaire des habitants de la ville de Kinshasa.

De là, l'interrogation majeure de cette étude à savoir : Quels sont les capitaux en termes des mécanismes de production qui permettent

l'exploitation du maraîchage ? Eu égard à cette question, les maraîchers recourent aux capitaux économique, social et culturel, c'est-à-dire, la production maraîchère nécessite ces trois capitaux.

Il y a lieu de noter que la culture maraîchère à Kinshasa évolue dans des sites ayant plusieurs contraintes liées, soit aux difficultés environnementales et organisationnelles.

Ces contraintes influent négativement sur la production d'abord, ensuite sur la commercialisation des produits et surtout sur l'organisation et la rentabilité des acteurs. Nous verrons également comment ces maraîchers s'activent pour faire face à tous ces mécanismes dans la vie quotidienne.

I. DEMARCHE METHODOLOGIQUE

Cette étude s'est déroulée dans la commune de N'djili. Elle a été réalisée dans le site de CECOMAF¹. Elle a essentiellement porté sur les maraîchers sélectionnés comme personnes ressources dans les blocs. Pour réaliser cette étude, le recours à la technique documentaire, à l'observation directe et aux entretiens collectifs se sont avérés importants.

Ainsi, pour comprendre les contours de la production maraîchère au CECOMAF, il y a eu nécessité d'observer comment les maraîchers élaborent leurs plates-bandes, les arrosent et comment ils font face aux aléas du changement climatique, leurs mécanismes de résilience mis en place pour produire.

Grâce à cette observation, il se constate un déficit au niveau des structures accompagnatrices des exploitants. De même, on a vu comment la construction des aires décortiqueuses, de séchage et de magasins contribuent à réduire les pertes post-récoltes et à faciliter le traitement des produits agricoles. D'une manière générale, nous avons observé les actions développées ou entreprises par les exploitantes au CECOMAF.

¹ Centre de commercialisation des produits maraîchers et fruitiers qui est situé à N'djili, qui longe le quartier 8.

Pour mieux appréhender les mécanismes de la production maraîchère au-delà de ceux qui ont été observés, l'usage des entretiens collectifs ou *focus group* s'est prêté au mieux.

Maèva Flayelle note que le *focus group* est une méthode de mobilisation de données qualitatives qui fait appel à un groupe ayant des caractéristiques communes et qui est dirigé par un animateur formé. Il s'agit d'encourager les participants à se parler, à discuter et à s'appuyer sur les opinions des autres ou à les contester ²».

Le recours à cette méthode a permis de tester et à faire émerger les caractéristiques communes des exploitants de l'espace CECOMAF en lien avec le sujet abordé. Le CECOMAF a deux mille quatre-vingt et un exploitant (locataires et propriétaires). Ils sont répartis dans les quatre blocs (A, B, C et D) dont chacun compte un nombre précis d'exploitants. L'étude a concerné le bloc B qui compte cinq cent dix-sept exploitants qui ont consenti à l'enquête. Les entrevues se sont déroulées sur le lieu de travail des maraîchers avec vingt-deux enquêtés choisis de manière aléatoire.

Au plan opérationnel, cette étude s'appuie sur l'approche qualitative d'autant qu'elle cherche à comprendre les mécanismes de production des maraîchers dans l'exercice de leurs activités. Bozon souligne que « les méthodes qualitatives contribuent à la contextualisation culturelle des comportements individuels [...] Elles sont essentielles pour observer les interactions entre les acteurs et comprendre les stratégies qu'ils mobilisent³ ». Les entretiens avec les maraîchères s'inscrivent dans ces interactions entre les exploitantes et leurs mécanismes de production maraîchère.

² MAEVA F., « Le focus group en recherche : méthode, avantages et limites, Séminaire de recherche du centre d'enseignement et de recherche pour la formation à l'enseignement au secondaire (CERF) », Université de Fribourg, Université de Lausanne, 2022.

³ BOZON M., « L'apport des méthodes en démographie », in CASELLI G., VALLIN J. et WUNSCH G. (sous la dir.), *Démographie et synthèse. Observation, méthodes auxiliaires enseignement et recherche*, Vol. VIII, Ined-PUF, Paris, 2006, pp. 433-457.

⁴ Pierre Bourdieu, cité par DANIC I., *La notion de représentation pour les sociologues*, Université de Rennes II, Rennes, 2006, p. 76.

Pour opérationnaliser la culture maraîchère au CECOMAF, cette étude a fait recours à la théorie constructiviste qui consiste à appréhender les réalités sociales, non comme des produits de l'extériorité ou de la contrainte, mais plutôt comme de constructions historiques et quotidiennes des acteurs sociaux individuels ou collectifs. Ceux-ci, loin de subir les faits sociaux, participent plutôt, comme objets, à travers les pratiques et les interactions de la vie quotidienne, à la production, à la reproduction, à l'approbation, à la transformation, à l'invention des formes sociales.

Au regard des mécanismes de production mis en œuvre par les maraîchers du centre de N'djili pour contrecarrer la crise, il intervient l'idée de Pierre Bourdieu selon laquelle « le social est un construit et non une donnée naturelle ». A cet effet, la construction sociale de la réalité quelle que soit sa nature est d'abord idéale, c'est-à-dire, elle existe dans l'imagination des acteurs avant d'être construite par ces derniers. Le maraîchage est ainsi un construit social.

En outre, utiliser les engrais et faire les plates-bandes face aux contraintes de cette activité relèvent de la construction sociale. Ainsi, la culture maraîchère étant un construit social, sa pérennisation résulte à la fois de « l'extériorisation de l'intériorité et de l'intériorisation de l'extériorité » aux dires de Pierre Bourdieu⁴.

Cela veut dire que les activités maraîchères représentent l'extérieur, et les maraîchers intériorisent celles-ci comme une activité susceptible d'assurer leur survie. En intériorisant, ils inventent les techniques d'adaptation pour améliorer leur production en fonction de la société dans laquelle ils évoluent. Ce faisant, les techniques utilisées et innovées vont aussi servir comme des référentiels extérieurs.

II. PRESENTATION ET DISCUSSION DES RESULTATS

Kinshasa, capitale de la République Démocratique de Congo (RDC), est l'une des plus grandes villes d'Afrique. Comme l'ensemble des mégapoles, la première ville congolaise subit de plein fouet l'urbanisation de la planète. Si en 1960, elle ne comptait que 500.000 habitants, on estime aujourd'hui sa

population à près de 20 millions de personnes. Héritiers de systèmes désorganisés, les services publics ne peuvent faire face à cette croissance à assurer le minimum vital pour tous les kinois en matière de santé, éducation et infrastructures de base. La population, dont 82% vit sous le seuil de pauvreté ne peut relever seule le défi de cette ville en développement.

La ville de Kinshasa aurait connu une situation alimentaire catastrophique à la suite de l'instabilité politique et économique que connaît le pays. Les routes desservant la capitale sont dans un état déplorable et le charroi automobile échappe au contrôle technique. Les organisations d'aide humanitaire relèvent régulièrement l'état de faim et de malnutrition au sein de la population. Les Kinois ne mangent pas à leur faim. Ils mangent une fois par jour. C'est le fameux phénomène « Kanga journée » ou un seul repas suffit par jour.

En effet, ces faits indiquent que la situation alimentaire à Kinshasa est pire. Le contexte créé par l'instabilité politique a amené la population à faire des innovations importantes ainsi que des changements significatifs dans le système d'approvisionnement alimentaire de la ville. Des mécanismes de débrouillardise, des innovations sociales ainsi que diverses adaptations ont vu le jour et permis d'assurer un approvisionnement alimentaire des ménages. Ainsi, l'agriculture périurbaine s'est considérablement développée dans cette ville sous forme de résilience.

L'expansion du maraîchage à Kinshasa s'explique par cette incapacité de l'Etat de créer de l'emploi, l'accélération d'une urbanisation mal planifiée, les licenciements des personnels des entreprises fermées à la suite des pillages, des entreprises privatisées ou structurées en application des programmes de stabilisation économique, la minceur du salaire du secteur formel ainsi que la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs.

Sur le plan alimentaire, il y a lieu de noter que la faim touche une proportion importante de la population. Il existe une réelle insécurité alimentaire à Kinshasa. Les kinois qui mangent deux fois par jour sont rares. Par ailleurs, la qualité des aliments est pauvre en nutriments. Les moyens économiques et financiers ne suffisent pas pour faciliter l'accès à une

alimentation correspondant aux besoins nutritionnels humains. Leurs préférences alimentaires sont limitées. Elles ne permettent pas de vivre en bonne santé.

La production maraîchère peut répondre à ces besoins. Elle nécessite des investissements financiers rationnels. Nous avons voulu chercher à comprendre comment les acteurs de cette activité procèdent pour se lancer dans cette pratique.

En d'autres termes, quels sont les capitaux auxquels les maraîchers recourent en termes de mécanisme pour la production. Nous avons constaté que les maraîchers recourent à trois types des capitaux pour exercer leurs activités que nous analysons et qui contribuent à la construction sociale du maraîchage. Il s'agit du capital économique, capital culturel et capital social qui ont lien avec la culture maraîchère.

Pour mieux cerner la complexité du maraîchage à Kinshasa, notre réflexion va essayer de comprendre ces types de capitaux qui sont des mécanismes pour une production maraîchère en vue de répondre aux besoins des populations.

Dans le cadre de la présente étude, l'attention est portée sur les opinions des répondants par rapport aux capitaux économique, culturel et social à travers lesquels transparaissent les mécanismes de production vivrière des maraichers de CECOMAF à N'djili.

II. 1. Du capital économique

L'acquisition du terrain pour pratiquer la culture maraîchère se fait, soit par l'achat, soit encore par la location ou par un don. Cette activité nécessite les matériels ou les outils de travail ainsi que des moyens financiers.

A ce sujet, Pierre Bourdieu⁴ note que le capital économique est constitué de « l'ensemble des facteurs de production, des biens économiques

⁴ Pierre Bourdieu cité par DELA J.P. et MILLY B., *Histoire des pensées sociologiques*, Dalloz, Paris, 1997, p. 249.

et du revenu ». Ceci conduit à dire que le capital économique conditionne l'exercice de cette activité.

Ici, il est analysé les mécanismes économiques comme une construction sociale à laquelle les maraîchers de Kinshasa, en général et ceux de N'djili, en particulier font recours en rapport avec le contexte politique de la crise économique et sociale que connaît le pays. Il faut souligner qu'en dépit de la déliquescence du système bancaire en République démocratique du Congo, les acteurs du site maraîcher de N'djili s'organisent pour faire face à la paupérisation. C'est notamment le cas des finances communautaires. Il s'agit des alternatives entre les pratiques modernes et traditionnelles auxquelles les maraîchères recourent pour faire face aux contraintes financières (tontine, *buakisa* carte ou banquier ambulant). Cela constitue le capital économique.

Pour épargner et éviter des dépenses non prévues, les maraichers recourent à des pratiques « tontinière » et au « papa carte » ou (banquier ambulant). Ces deux modes d'épargne ne sont pas réglementés en RDC. Donc, ce système d'épargne est non contrôlé et non enregistré dans les différentes banques. Or, c'est un fait qui plus pratiqué par les populations de Kinshasa sans que l'Etat ne s'intéresse à le formaliser.

Les acteurs de cette activité recourent aux tontines communément appelées *likelemba* ou *moziki*. Ils regroupent des personnes par adhésion volontaire et individuelle. Ce système consiste au versement régulier d'une cotisation dont le montant total d'un groupe d'individus est redistribué à l'un des membres, celui-ci recevant à son tour la somme totale épargnée par tous. Et, ainsi de suite.

En outre, il y a le banquier ambulant (ou papa carte) qui est un homme qui se déplace régulièrement dans les sites maraîchers tous les jours pour effectuer des opérations de dépôt et de crédit avec une clientèle très diversifiée. Pour des raisons de conformité, n'accède à leurs services que les personnes hors circuit de banques classiques. Il consiste à la remise d'une carte avec plusieurs cases portant le nom et l'adresse du client. Ce dernier et le banquier se mettent d'accord en ce qui concerne le montant journalier à

déposer. Après avoir rempli la carte, le banquier restitue l'argent cotisé en déduisant une retenue journalière qui représente la commission pour le travail d'« épargneur ». Ceci revient à dire que les populations urbaines en général et les maraîchères en particulier ont déployé leur inventivité dans le secteur informel et y recourent pour faire face aux diverses difficultés relatives au manque d'emploi. Elles ont développé dans le temps et dans l'espace une économie populaire qui touche un grand nombre de la population urbaine.

Kakule pense que ces pratiques sont diffuses et relèvent des pratiques informelles d'épargne et de crédit dans les pays en voie de développement⁵ ». De son côté, Chaemes note que ces formes d'activités informelles et d'initiatives collectives privées telles que vécues en Afrique sont des mécanismes financiers en dehors du système financier formel⁶ ».

Pour Delbert et Fitchett, « d'aucuns les désignent comme des groupes d'entraide, finance informelle, institutions financières informelles, finances semi-informelles, micro finance. Mais, ces pratiques illustrent l'inventivité des acteurs⁷ ». Dans ce registre, il y a le microcrédit, l'épargne et le travail à l'exploitant.

S'agissant de l'épargne, il y a lieu de noter qu'elle est une forme de gestion où les dépenses sont maintenues à un niveau inférieur aux recettes financières en vue de constituer des réserves. Son but est l'accumulation des recettes financières en évitant un trop grand endettement et une trop grande dépendance.

Précisons que le recours à l'épargne chez les maraîchères est antérieur à la micro-finance. Pour les maraichers, même avec des revenus faibles, ils recourent à l'épargne dans le but de faire face à d'éventuelles situations difficiles et imprévisibles. Elle leur permet de constituer une réserve

⁵ KAKULE K. C., « Finance populaire et développement durable en Afrique au sud du Sahara », Thèse de doctorat en sciences sociales, Louvain-la-Neuve, 2006, p. 5.

⁶ CHAEMES J., « Une revue critique des concepts, définitions et recherches sur le secteur informel », dans *Nouvelles approches du secteur informel*, OCDE, Paris, 1990, pp. 11-51.

⁷ DELBERT W. et FITCHETT A., *Finance informelle dans les pays en développement*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 1994, p. 14.

financière pour faire face aux dépenses d'exploitation des sols. Les sources de provenance sont la vente de légumes, le petit commerce à la cité, l'élevage, les interventions de la famille et des amis. La question qui reste à poser est de chercher à savoir pourquoi les maraîchers se méfient-ils du système bancaire classique en RDC ? Il y a lieu de souligner que les nombreuses démonétisations qu'a connues la RDC ont amené ceux-ci à ne plus faire confiance à ce système.

En ce qui concerne le micro-crédit, il consiste en l'attribution des prêts de petites sommes d'argent à des acteurs sociaux qui ne peuvent pas accéder aux prêts bancaires classiques. Ainsi, certains maraîchers y recourent pour lutter contre les pénuries financières. Il s'agit de crédit informel à rembourser à des taux faibles. Ils se différencient soit par ce taux d'intérêt, soit encore par des conditions de prêt imposées par les soit disant agents de crédit.

Dans le formel, les maraîchers faisaient recours pour acquérir le capital d'exploitation afin d'assurer la production. Ils ont eu des difficultés financières dans leurs activités suite aux prêts obtenus par le biais des structures officielles comme les coopératives d'épargne et de crédit (COOPEC).

Il faut signaler que les maraîchers éprouvaient des difficultés quant à l'utilisation de ce prêt à cause des modalités et des taux d'intérêts élevés. Les conditions leur imposées obligeaient les maraîchers emprunteurs à s'investir dans des activités supplémentaires autres que le maraîchage afin de constituer le capital d'exploitation. Les échéances de remboursement étaient de 6 mois parfois moins de quatre mois.

Face à ces conditions, les maraîchers recourent à plusieurs moyens pour rembourser le crédit. Elles confirment avoir recouru à d'autres crédits. Selon eux, le système ne leur a pas paru satisfaisant suite au montant très bas et au délai court accordé pour le remboursement.

A cet effet, dans un groupe de maraîchers qui s'est confié à nous, nous avons retenu ces propos : « Je ne sollicite pas le microcrédit à cause des modalités de remboursement, la petitesse du montant accordé et les

caprices de ces institutions dans l'étude des demandes ; J'ai fait recours au microcrédit trois fois de suite, mais le système ne m'a pas paru satisfaisant à cause du montant maigre et du délai de remboursement très court ».

Nous notons que les maraîchers se méfient des systèmes formels. Une maraîchère précise en ces termes : « Je souhaite rester à l'abri du système car ces dettes ne servent à rien en réalité ». Elle ajoute : « Les bénéfices de mon activité maraîchère ainsi que l'appui sporadique de ma famille ou connaissance m'ont toujours aidé à lutter contre les difficultés financières ».

En ce qui est de la marge bénéficiaire d'une activité maraîchère, Nguegang pense qu'en théorie, « déterminer les éléments qui interviennent dans le calcul de la marge bénéficiaire est simple. Les coûts de production sont soustraits de la valeur totale de la production (produit brut) pour obtenir le résultat ou encore les recettes d'exploitations (revenu net)⁸». Les recettes sont plus élevées en saison sèche qu'en saison des pluies. Il faut signaler que la marge bénéficiaire est fonction de la superficie d'exploitation, de la nature des légumes cultivés, de la fréquence de mise en culture et des prix de revient des légumes par unité de surface.

II. 2. Du capital culturel

La culture maraîchère nécessite un capital culturel, car cela impacte sur la production. Ainsi, les types de formation mis en place pour les acteurs afin d'acquérir des connaissances susceptibles de les aider à réduire les contraintes environnementales rencontrées dans leur activité constitue le capital culturel. Le recours à certaines pratiques dans le site maraîcher fait appel à l'apprentissage et à la connaissance des techniques d'usage.

Dans les théories de Pierre Bourdieu, le capital culturel est constitué de « l'ensemble des dispositions et qualifications intellectuelles, mais aussi des biens culturels acquis au cours de la formation et de l'histoire individuelle ». Il peut exister sous trois formes : incorporé (dispositions de l'individu),

⁸ Nguegang, cité par KINKELA N. J.M., « Economie sociale et lutte contre la pauvreté en RDC. Regard sur les tontines à caractère mutualité de Kinshasa », Thèse de doctorat en sociologie, FSSAP, UNIKIN, 2008.

objective comme bien culturel (tableau, livre) et institutionnalisée (titre scolaire).

Il faut signaler que la formation dont il s'agit permet aux maraîchers d'accéder à partir des techniques culturelles viables, à des ressources. C'est le cas de la terre, de l'eau d'arrosage, de l'argent et des ouvriers agricoles. Elle permet d'utiliser correctement les techniques culturelles capables, non seulement d'assurer avec succès la production des légumes, mais de mobiliser les ressources financières à partir de la vente des légumes.

Appliquant cette théorie, le capital culturel se réfère à ce sur quoi les maraîchers misent pour accumuler les compétences relatives à la pratique maraîchère. Il s'agit essentiellement de la formation dont la nature dépend d'un maraîcher à l'autre. Un des maraîchers rencontré au site de N'djili témoigne : « J'ai obtenu les rendements souhaités non sans effort, mais plutôt en se conformant aux indications techniques de l'école au champ et les échanges d'expériences avec d'autres maraîchers sur la maîtrise de certaines techniques culturelles ».

Ces formations sont de types classique et non classique. La formation classique ou scolaire permet de lutter contre certaines contraintes techniques qui handicapent la pratique maraîchère, les maraîchers se réfèrent aux différents travaux exécutés à l'école primaire et secondaire (jardins scolaires) et des visites guidées dans les potagers environnants. Tandis que la formation non classique englobe tous les savoirs traditionnels en dehors de l'école. Elles sont renforcées par des connaissances acquises par le biais de l'école au champ et de l'expérience professionnelle antérieure. L'école au champ est un dispositif technique qui assure la formation et l'encadrement des maraîchers. Ce procédé a été initié par des organisations internationales telles que la FAO, le PNUD et les ONG locales. Les coopératives des maraîchers recourent à celle-ci pour renforcer la capacité des maraîchers au regard des contraintes qui pèsent sur la production et la commercialisation des légumes.

Dans cette logique, Hugues Dupriez note que l'école au champ permet aux acteurs de mesurer la somme de connaissances qui se sont accumulées durant des générations⁹.

Il faut signaler que l'école au champ se différencie du champ école paysan dans la mesure où l'école au champ consiste en une série de rencontres à travers lesquelles les notions techniques et pratiques sont transmises aux maraîchers. Et, le champ école paysan est un dispositif didactique, une véritable école paysanne où les producteurs, les chercheurs et les vulgarisateurs se mobilisent dans un espace pour analyser ensemble des situations qui affectent quotidiennement leur terroir, car les producteurs sont soucieux de savoir ce qui se passe sur leurs terres et de comprendre tous les phénomènes qui régissent leurs cultures.

De ce qui précède, il convient de noter que les structures locales telles que SOLAGRI, RAUKIN¹⁰, FOLECO¹¹ et SENAHUP¹² ont joué un rôle majeur dans le renforcement de la formation sur le tas à travers des séances sur les pratiques culturelles et autres techniques. L'impact de cette formation acquise sur le maraîchage peut être évalué par l'utilisation rationnelle de la terre, la diversification des légumes cultivés, la sécurisation foncière, la disponibilité des ressources hydriques, l'auto approvisionnement en intrants, l'encadrement technique et les techniques de commercialisation.

Il y a lieu de noter que les maraîchers combinent tous les deux modes de formation. On peut distinguer, parmi les maraîchers, ceux qui ont fréquenté l'école (formation scolaire) et ceux qui apprennent sur le tas (formation non scolaire). L'analyse de ces deux composantes montre que la formation non classique est prépondérante chez les maraîchers. Ils considèrent la formation non classique comme étant celle ayant permis l'acquisition des connaissances propres à leur activité. Par ailleurs, ils ont

⁹ DUPRIEZ H., *Ecole aux champs, pour une démarche de communication*, L'Harmattan, (collection terres et vie), Paris, 1999, p. 172.

¹⁰ RAUKIN signifie Réseau d'agriculture urbaine de Kinshasa.

¹¹ FOLECO veut dire Fédération des organisations non gouvernementales laïques à vocation économique.

¹² SENAHUP est un service national pour le développement de l'horticole urbaine et périurbaine.

avoué qu'elle leur a aidé à développer des compétences capables pour pérenniser et rendre efficace la pratique maraîchère.

Il y a eu également l'évaluation de l'impact de la formation acquise par les maraîchers à partir de l'utilisation rationnelle de la terre, de la diversification des légumes cultivés, de la sécurisation foncière, de la disponibilité des ressources hydriques, de l'auto approvisionnement en intrants, de l'encadrement technique et des tactiques de commercialisation. Concernant l'utilisation rationnelle de la terre, il y a lieu de noter que la terre constitue la ressource indispensable puisqu'elle détermine l'établissement des cultures maraîchères. Elle est considérée comme un capital naturel.

Son utilisation rationnelle par les maraîchers revêt une importance fondamentale si l'on veut aboutir à des résultats cultureux significatifs. Les maraîchers utilisent de manière raisonnable les portions de terre à leur disposition afin d'y ériger les plates-bandes des cultures. Les dimensions d'une plate-bande varient d'un site maraîcher à l'autre et particulièrement d'un maraîcher à l'autre. L'aménagement des cultures, le nombre de plates-bandes ainsi que les superficies allouées aux légumes cultivés varient en fonction des saisons.

De ce qui est de la diversification des légumes cultivés, il sied de souligner que dans un sol réservé à la production, la diversification des cultures légumières permet au maraîcher de produire et de vendre une diversité des légumes afin de maximiser les bénéfices.

Quant au rendement des différents légumes cultivés, il faut souligner qu'il est le rapport entre la quantité produite sur cette planche et la superficie utilisée. Il consiste à mesurer l'efficacité de la production. Les rendements varient sensiblement en fonction du niveau de technicité du maraîcher et de la capacité de celui-ci à s'approvisionner en différents intrants.

S'agissant des dispositions foncières dans le site maraîcher, il convient de noter qu'avant d'envisager une production légumière, tout maraîcher doit posséder un lopin de terre. La terre est considérée comme un capital naturel. Dans les théories des capitaux développées par Bourdieu, il s'agit d'un acquis du capital culturel que les maraîchers cherchent à contrôler.

Quant aux ressources hydriques dans le centre maraîcher de N'djili, il sied de noter que l'eau est une ressource indispensable pour la pratique maraîchère alors que les techniques utilisées pour la rendre disponible renvoient aux acquis de la formation. L'absence ou l'insuffisance de cette ressource hydrique dans un site maraîcher amène les exploitants à recourir à la technique d'irrigation.

Selon les normes d'irrigation étudiées par la FAO en 1988, les légumes nécessitent une quantité assez importante d'eau au cours de leur développement. Un déficit hydrique même relativement faible au cours de la culture se traduit automatiquement par une chute de rendement. Il convient de noter qu'afin de rendre disponible l'eau à l'arrosage des cultures, les maraîchers ont développé des systèmes variés. Les uns aménagent eu égard à la proximité de la nappe phréatique, des puits et des bassins de retenue d'eau dans leur bloc respectif. Les puits sont généralement peu profonds et construits à l'aide de vieux pneus et de fûts coupés.

Par contre, les autres aménagent les bassins de retenue d'eau. Ceux dont les plates-bandes de cultures sont situées à côté d'une rivière en utilisent l'eau. D'autres encore aménagent des canaux d'irrigation afin d'amener l'eau de la rivière vers les plates-bandes de culture pendant la saison sèche. La même technique est utilisée pendant la saison des pluies afin d'évacuer les surplus d'eau des plates-bandes inondées.

Il convient de signaler que les maraîchers recourent à une diversité de fertilisants organiques pour pallier à la rareté et au coût élevé des engrais conventionnels. Ils ont relaté que les engrais comme l'urée et le DAP sont difficiles à trouver et leurs prix sont excessifs. C'est pourquoi les uns utilisent les engrais verts (feuilles vertes, drèches de brasserie, fientes des poules et autres). Les autres utilisent les ordures ramassées dans le quartier. D'autres encore mélangent tous les fertilisants. Le lisier de porc provient des porcheries environnantes, les fumures de poules proviennent des établissements avicoles installés dans la périphérie de la ville. En dehors de ces techniques simples, certains maraîchers recourent parfois aux engrais chimiques de type NPK, l'urée, le sulfate de potassium et le phosphate.

En ce qui concerne les semences, notons que la technique d'auto production des semences est courante chez les maraîchers de N'djili. La particularité de la technique consiste à laisser monter quelques pieds vigoureux et productifs avec florescence à bord de parcelles des cultures.

Pour la commercialisation des légumes, dans plusieurs groupes les maraîchers nous ont déclaré : « nous préférons les vendre aux acheteurs et revendeurs de type grossiste en l'état ; c'est-à-dire sur les plates-bandes. Ils nous payent au comptant en fonction des plates-bandes achetées ». À cet effet, nous distinguons trois types de lieux de vente notamment la vente sur place ou vente au champ ou encore achat sur pied, la vente sur les marchés de la ville et la combinaison des deux lieux de vente qui apparaît moins exploitée par les maraîchers.

Les raisons qu'avancent les maraîchères en faveur du choix de la vente au champ sont nombreuses à savoir : l'éloignement des marchés, l'inaccessibilité des sites et de la crainte de devoir se substituer au vendeur dans un marché plein de tracasseries administratives, les excès de taxes, les difficultés de conserver les invendus et, enfin, le temps nécessaire pour écouler la totalité de la marchandise. Il importe de signaler que faute de moyen de conservation, le climat de Kinshasa n'est pas favorable pour les légumes. Ils se gâtent vite.

D'ailleurs, les effets du changement climatiques affectent non seulement la production, mais aussi la vente. C'est le moment de signaler ces mots entendus dans un groupe de maraîchers : « Pour éviter des pertes, je donne à ma femme et à mes filles des petites quantités susceptibles d'être vendues avant la fin de la journée.

II. 3. Du capital social

Nous avons constaté certaines pratiques qui relèvent du capital social. L'initiateur de ce terme est l'éducateur L. J. Hanifan, pour qui « le capital social consiste dans les substances tangibles qui comptent le plus dans la vie quotidienne des gens ; c'est-à-dire la bonne volonté, la camaraderie, la

sympathie et les relations sociales entre les individus et les familles qui forment une unité sociale¹³ ».

Il découle des recherches de Putnam et Cohen que c'est James Coleman qui fit entrer le terme dans l'agenda intellectuel vers la fin des années 80. Tandis que la paternité de la théorisation de cette notion revient au sociologue P. Bourdieu. L'idée centrale de la théorie du capital social est de considérer les réseaux sociaux comme des ressources actuelles ou virtuelles qui profitent à un individu ou à un groupe du fait qu'il possède des relations sociales facilement mobilisables. Ce concept fait l'objet de nombreuses polémiques dans la littérature. Il s'apparente à l'approche de moyen d'existence durable.

Selon Pierre Bourdieu, le capital social désigne le réseau des relations sociales d'un individu. Son volume dépend de l'étendue des liaisons qu'il peut effectivement mobiliser¹⁴.

Mais, bien des auteurs interprètent la notion de capital social comme une catégorie d'avoir ou encore les moyens d'existence. Le capital social renvoie aux relations sociales formelles et informelles à partir desquelles les individus peuvent bénéficier d'avantages divers dans leur quête de moyen d'existence.

Ainsi, comme on peut l'observer, ce concept peut être reparté en deux capitaux distincts. Il y a d'abord le capital humain constitué des compétences, des connaissances, des capacités à travailler et de la santé. Ces éléments permettent à un individu de mettre en place différentes stratégies et d'atteindre des objectifs de moyens d'existence. Ensuite, le capital social est constitué par l'ensemble des ressources sociales exploitées par les individus afin de poursuivre leurs objectifs de moyens d'existence.

Meda ajoute que le capital social peut être considéré comme un concept multidimensionnel. Il compte des aspects de nature et types

¹³ MEDA D., « Le capital social : un point de vue critique. Alternatives économiques », dans *L'économie politique*, n°14, 2002, pp. 36-47.

¹⁴ BOURDIEU P., « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°31, 1980, p. 2.

différents, mais il est fondamentalement considéré comme un réseau relationnel entre individu.

A la lumière de cette approche définitionnelle, nous analysons quelques déclarations de maraîchers recueillies dans différents groupes au site de CECOMAF à N'djili : « je suis né dans une famille modeste. Mes parents étaient des maraîchers. Quand j'étais encore jeune, ils m'amenaient souvent au jardin et je les observais quand ils travaillaient. A l'âge scolaire, je les accompagnais après l'école et je travaillais avec eux. C'est ainsi que cette passion s'est installée en moi ».

Dans un autre groupe, on a entendu des gens s'exprimer en ces termes : « j'étais conduit au jardin pour la première fois par un membre de mon ethnie. L'agriculture est l'activité principale de notre village, me disait-il. Je recours à ce degré d'appartenance et je ne sais pas m'y soustraire aussi longtemps que c'est rentable pour moi ». Dans le même groupe, une maraîchère a dit : « mes clients acheteurs revendeurs sont de la même religion que moi. Certains d'entre eux sont de ma tribu. Ces liens jouent sur l'attrait des acheteurs en cas de surabondance des légumes sur le marché ».

On peut retenir que les maraîchers ont de la passion au travail champêtre. Le degré d'appartenance à la même tribu ou au même village a produit des relations sociales fortes. Plusieurs autres facteurs sociaux ; notamment la famille, la langue, la confession religieuse ou l'école jouent dans le renforcement de leurs liens sociaux. Le capital social se compose en trois types de capital, notamment le capital social familial, le capital sociolinguistique et le capital social religieux.

S'agissant du capital social familial, les maraîchers de N'djili font intervenir les liens avec les membres aussi bien proches que lointains de leur famille. Il y a des maraîchers de N'djili qui ont déclaré avoir hérité la terre où ils cultivent les légumes de leurs parents (oncle, tante, cousin ou frère) qui ont migré à Kinshasa depuis longtemps. Faute d'emploi rémunérateur, ils ont opté pour le maraîchage comme résilience afin de s'adapter aux conditions socioéconomiques précaires de la ville de Kinshasa.

Concernant le capital sociolinguistique, la langue constitue un élément de rapprochement important entre les individus. Comme vecteur social de l'information, elle forme ainsi le capital social et linguistique. Nous avons constaté qu'il rassemble les maraîchers ressortissants du même village, de la même collectivité, du même territoire et de la même province. Bref, il facilite la cohésion entre membres d'un même groupe linguistique. Selon les maraîchers, parler la même langue permet de renforcer la confiance entre eux et d'autres acteurs du secteur (ouvriers agricoles, vendeurs d'intrants, acheteurs revendeurs et transporteurs). Outre les langues nationales parlées par les maraîchers (lingala, kikongo, swahili et tshiluba), ils recourent à des dialectes comme un outil indispensable de renforcement des liens sociaux dans le site maraîcher CECOMAF à N'djili.

Au fait, le dialecte est l'un des vecteurs puissants pour valoriser de liens ethniques. Nous remarquons à ce jour l'élargissement du maraîchage aux autres tribus ressortissantes du Kongo Central. Les autres facteurs sociaux comme les églises, le quartier ou le clan ont été évoqués. Les maraîchers estiment qu'ils parlent les langues nationales pour permettre aux ressortissants des autres provinces d'intégrer le maraîchage.

Par ailleurs, il faut signaler qu'en plus des facteurs linguistiques, plusieurs autres aspects jouent un rôle important dans la mobilisation des ressources chez les maraîchères de N'djili. Le recrutement de la main-d'œuvre se fait sur base des savoirs agronomiques, par exemple. Mais, le rapprochement entre les maraîchers et les acheteurs s'établit presque sur bases financières. Il découle de ce discours un effet du maraîchage sur la cohésion sociale. Certes, les aspects linguistiques et ethniques ont un effet négatif discriminatoire et limitatif dans les rapports sociaux.

En ce qui concerne le capital social religieux, il y a lieu de signaler que la religion fait partie intégrante du capital social. Elle avait déjà été évoquée comme un indicateur de la socialisation par les maraîchers. Elles échangent, se concertent et s'entraident sur base de leur appartenance à telle ou telle église qui agit comme un facteur de rapprochement et de confiance entre eux. Certains disent : « nous sommes des frères et sœurs kimbanguistes ». Autrement dit, tous sont unis dans une foi commune.

Nous avons retenu que les maraîchers recrutent les ouvriers agricoles sur base des critères aléatoires. « Tout cela nécessite la négociation. Il faut avoir de bonnes relations avec tout le monde et une capacité de négociation », avons appris dans un groupe de maraichers. La négociation fait couramment référence à sa langue, à sa tribu et parfois à ses appartenances religieuses pour convaincre le négociateur. Une fois les accords passés, les modalités de paiement ne sont réglementées par aucun texte légal.

Il s'agit généralement d'un contrat verbal. L'ouvrier agricole recruté est chargé d'exécuter des travaux comme ceux d'arrosage, de repiquage, de sarclage et de fertilisation. A cette catégorie d'ouvriers s'ajoutent les surveillants champêtres. Les règles qui régissent leur engagement sont les mêmes que celles de tout ouvrier.

Bien plus, les maraîchers recourent aux critères religieux lorsqu'il s'agit de pourparlers avec les acheteurs des légumes. L'objectif étant de conserver les clients en période de forte concurrence. Certes, d'autres liens (familiaux, linguistiques) sont également mobilisés pour les relations entre les maraîchers et ses différents partenaires.

Le capital social est un ensemble de relations mobilisées par les individus d'une communauté donnée. Les différentes composantes du capital social interviennent et permettent au maraîcher d'accéder même au crédit informel ou à renforcer la confiance dans leurs organisations tontinières surtout lorsque le maraîcher ou la maraichère veut contracter un prêt auprès des autres. Les échanges entre eux dépendent donc de bons rapports sociaux.

Il y a lieu de que la particularité du capital social réside dans la combinaison de tous les facteurs déjà évoqués. Dans cette dynamique, les maraîchers utilisent tous ces liens relationnels possibles afin d'accéder aux ressources. Ils exploitent ainsi le bon voisinage, les langues et dialectes, l'appartenance à la même confession religieuse afin de s'attirer des acheteurs voire pour recruter un ouvrier agricole.

La combinaison des différents facteurs évoqués, comme déjà dit, repose sur l'accroissement de la marge de confiance entre le bénéficiaire du service et les donateurs. Cette combinaison facilite l'accès aux ressources financières. La combinaison du capital social avec le capital culturel fait appel aux liens de famille proche, aux relations sociales et des alliances diverses. Elle permet d'accéder aux ressources naturelles, physiques et techniques.

Le capital social permet la socialisation des maraîchers. Généralement, elle renvoie à une inscription dans une appartenance sociale stable. Il se réfère aux capacités relationnelles des exploitants. Chez les maraîchers, il se tisse sur une toile constituée de liens familiaux (proches et/ou lointains), des liens linguistiques et des liens religieux. Le capital social n'est pas singulièrement valorisé. Il se combine plutôt avec d'autres. Il faut noter qu'outre l'acquisition des ressources, le capital social renforce les liens entre les maraîchers dans le cadre de leurs activités.

C'est pourquoi il faut retenir que le capital social est composé d'un ensemble d'actifs produisant diverses ressources. Il produit des avantages en termes de ressources ou moyen d'existence indispensable à la pratique maraîchère. L'interaction interne du capital social permet d'engranger les ressources humaines (ouvriers agricoles) et les ressources relationnelles (liens entre individus).

Le maraîchage emploie les ressources humaines. Il faut penser à la réinsertion sociale des sans-emplois. Soulignons que le maraîchage permet de résorber une partie du chômage urbain et d'occuper de nombreux désœuvrés. Les chômeurs trouvent auprès des producteurs déjà établis des activités rémunératrices. Parmi les ouvriers agricoles, il y a les étudiants, les élèves, les désœuvrés ainsi que les femmes qui sont employées comme manœuvres temporaires. Les vendeurs d'intrants, les commerçants revendeurs ainsi que les transporteurs trouvent également, à travers le maraîchage, une occupation rémunératrice. Le maraîchage donne ainsi une possibilité de travail aux citadins en situation sociale difficile et à ceux dont le revenu n'atteint pas le minimum vital.

Nous avons constaté que les ressources financières engrangées par les maraîchers génèrent des revenus. Le maraîchage est pratiqué comme travail supplémentaire par une certaine catégorie sociale. Généralement, ce sont les fonctionnaires de l'Etat. Cette activité leur permet d'améliorer leur situation financière. Il en est de même du petit commerce chez les salariés de certains services de l'Etat convertis au maraîchage. Ces revenus sont issus de la vente des légumes. Ils varient d'un maraîcher à un autre. Ils varient suivant la saison et se plient au principe de l'offre et de la demande. Bien que le profit soit minime et aléatoire pour certains exploitants, ils ont avoué qu'il permet d'améliorer leurs conditions de vie.

Quant à l'impact du maraîchage sur la sécurité alimentaire des kinois, soulignons que « la sécurité alimentaire est assurée lorsque toutes les personnes ont, en tout temps, économiquement (accessibilité), socialement (mode d'utilisation) et physiquement (disponibilité) accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive, satisfaisant leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour permettre de mener une vie saine et active »¹⁵. Cependant, compte tenu de la difficulté à se nourrir à Kinshasa, on est loin d'atteindre le niveau de satisfaction de la population. On a atteint un degré jamais connu dans le passé. « Les kinois ne mangent plus qu'une fois par jour, quand ce n'est une fois tous les deux jours »¹⁶.

Cette allégation s'appuie sur la méthode d'équilibre calorifique qui établit que le Congolais moyen ne dispose que de 1.815 kilocalorie/jour¹⁷ contrairement au seuil fixé par la FAO (soit 2.300 kilocalories en moyenne par jour et par adulte). Nous sommes toujours en dessous du seuil.

Pour contrer cette réalité désolante, l'activité maraîchère vient pallier un tant soit peu à l'insécurité alimentaire du point de vue quantitatif et

¹⁵ FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, 2002, pp. 50-55.

¹⁶ TREFFON T., *Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'Etat*, Collection Cahiers Africains, 2004, pp. 62-63.

¹⁷ MUTAMBA L. G., *Redresser l'économie du Congo-Kinshasa. Bilan et conditionnalité*, Harmattan, (collection études africaines), Paris, 2003, p. 180.

qualitatif¹⁸. Du point quantitatif, le maraîchage met à la disposition de la population une diversité de légumes consommés cuits ou en salade selon la préférence culinaire de chaque ménage. Quant à l'aspect qualitatif, les légumes constituent un élément central de l'équilibre nutritionnel des populations en situation économique précaire. Les études menées par Lamnoy¹⁹ ont permis de considérer dans bien des cas, les légumes africains ou tropicaux comme pourvoyeurs d'une teneur plus élevée en protéines, calcium, fer et matière sèche que leurs correspondants européens. Il y a encore beaucoup à faire pour que la chaîne de production des légumes soit systématique avec des méthodes de conditionnement et de transformation adéquates.

CONCLUSION

A l'issue de cette réflexion, il se dégage que se nourrir à Kinshasa est difficile. Cette situation inquiétante semble ne pas inquiéter la classe dirigeante. Elle est due à la pauvreté et à l'inefficacité du système d'approvisionnement de la ville. Paradoxalement, cette situation alimentaire difficile ne se reflète pas clairement dans les indicateurs nutritionnels par ce que la population a développé des mécanismes de résilience tel que le maraîchage. Cette activité est en croissance durant les dix dernières années.

La production, la transformation, le transport et la distribution des produits agricoles se font de manière relativement inefficace. Ils fournissent du travail et des revenus à un nombre limité de pauvres citoyens ; particulièrement aux femmes cultivatrices et commerçantes. Pourtant, ce circuit de la production maraîchère est une source de revenu à l'Etat congolais suite aux taxes prélevées à chaque étape de la chaîne de production des légumes.

¹⁸ KINKELA J.M. NS., « Economie sociale et lutte contre la pauvreté en RDC. Regard sur les tontines à caractère de mutualité de Kinshasa », Thèse de doctorat en sociologie, FSSAP, UNIKIN, 2008, p. 265.

¹⁹ LANNOY G., « Cultures des légumes », in RAEMAEEKERS R. H., *Agriculture en Afrique tropicale*, DGCI, Bruxelles, 2001, p. 433.

Il s'est constaté que qu'à chacune des étapes, la logique des maraichers est basée sur les liens sociaux (parentaux, communautaires, religieux ou commerciaux). Elle se construit pour faire face au contrôle de l'Etat et les stratégies prédatrices de ceux qui sont supposés assurer la sécurité alimentaire de la population, mais s'en passent. L'Etat ne sait pas créer un environnement favorable à l'activité économique, d'où, la résilience des populations au maraichage.

Toutes les innovations révèlent cette résilience des ménages kinois à juguler la crise alimentaire à travers la construction des mécanismes de survie fondés sur la débrouillardise. Fort malheureusement, ils sont peu suffisants face à la demande d'une population à la croissance démographique galopante. Les répondants de la présente étude récusent l'insuffisance des moyens financiers et du niveau technologique investis dans la production vivrière, du reste considéré comme une activité supplémentaire. L'appui des services de l'Etat est inexistant, excepté lorsqu'il faut prélever les impôts. La tendance actuelle du partenariat public-privé éloigne le maraichage urbain de l'amélioration du bien-être social des Kinois.

Pour tout dire, les stratégies de débrouillardise construites par les maraichers sont l'œuvre de leur ingéniosité pour faire à la crise économique et alimentaire. Malgré tout, les maraichers restent confrontés aux contraintes financières, sociales et environnementales. Elles sont liées les unes et les autres et concernent chaque étape de la production à la commercialisation des légumes.

Certes, certaines contraintes sont faciles à juguler. C'est le cas des contraintes culturelles ou relationnelles dont les maraichers ont le monopole de contrôle. Ce n'est pas le cas pour les contraintes technologiques et climatiques pour lesquelles il faut une expertise scientifique à rechercher auprès du pouvoir public ou des partenaires techniques et financiers intéressés par le bien-être des Kinois.

Ce travail a relevé trois types de capitaux auxquels les maraichers recourent. C'est le cas du capital économique auquel ils recourent pour faire face aux contraintes financières. Ils ont évoqué l'épargne, la tontine «

likelemba », le microcrédit et le phénomène « buakisa carte ». Les ressources financières obtenues grâce à ces pratiques informelles permettent aux maraîchers de faire face aux dépenses d'exploitation. Les recettes attendues de la vente des légumes, bien que minimes, offrent aux maraîchères un complément de revenu permettant de mieux satisfaire leurs besoins quotidiens, notamment la scolarité, les soins médicaux, la survie des ménages.

En plus d'autres capitaux, cette dynamique est caractérisée essentiellement par la possibilité de création des emplois précaires, l'aptitude à assurer l'auto-formation (Ecole au champ, échange de l'expérience) ainsi que la valorisation des compétences (techniques culturelles efficaces).

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BOURDIEU P., « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°31, 1980.
- CASELLI G., VALLIN J. et WUNSCH G. (sous la dir.), *Démographie et synthèse. Observation, méthodes auxiliaires enseignement et recherche*, Vol. VIII, Ined-PUF, Paris, 2006.
- CHAEMES J., « Une revue critique des concepts, définitions et recherches sur le secteur informel », dans *Nouvelles approches du secteur informel*, OCDE, Paris, 1990.
- DANIC I., *La notion de représentation pour les sociologues*, Université de Rennes II, Rennes, 2006.
- DELA J.P. et MILLY B., *Histoire des pensées sociologiques*, Dalloz, Paris, 1997.
- DELBERT W. et FITCHETT A., *Finance informelle dans les pays en développement*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 1994.
- DUPRIEZ H., *Ecole aux champs, pour une démarche de communication*, L'Harmattan, (collection terres et vie), Paris, 1999.
- FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, 2002.
- KAKULE K. C., « Finance populaire et développement durable en Afrique au sud du Sahara », Thèse de doctorat en sciences sociales, Louvain-la-Neuve, 2006.

- KINKELA J.M. NS., « Economie sociale et lutte contre la pauvreté en RDC. Regard sur les tontines à caractère de mutualité de Kinshasa », Thèse de doctorat en sociologie, FSSAP, UNIKIN, 2008.
- KINKELA N. J.M., « Economie sociale et lutte contre la pauvreté en RDC. Regard sur les tontines à caractère mutualité de Kinshasa », Thèse de doctorat en sociologie, FSSAP, UNIKIN, 2008.
- MAEVA F., « Le focus group en recherche : méthode, avantages et limites, Séminaire de recherche du centre d'enseignement et de recherche pour la formation à l'enseignement au secondaire (CERF) », Université de Fribourg, Université de Lausanne, 2022.
- MEDA D., « Le capital social : un point de vue critique. Alternatives économiques », dans *L'économie politique*, n°14, 2002.
- MUTAMBA L. G., *Redresser l'économie du Congo-Kinshasa. Bilan et conditionnalité*, Harmattan, (collection études africaines), Paris, 2003.
- RAEMAEEKERS R. H., *Agriculture en Afrique tropicale*, DGI, Bruxelles, 2001.
- TREFFON T., *Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'Etat*, Collection Cahiers Africains, 2004.